

17/07/2017 – COMMUNIQUÉ – MARCEL MENTIL

Le 22/02/2016 a été créée une structure dont le but initial et la finalité étaient le soutien à la cause séborgienne de la Principauté de Seborga.

De toute bonne foi et parce que j'espérais faire avancer plus rapidement les projets prévus à Seborga notamment dans le domaine sportif et touristique, j'ai accepté l'aide de Messieurs Nicolas MUTTE et Martial MUTTE.

Toutes les décisions et les actions entreprises par l'organisation dirigée par Messieurs Nicolas MUTTE, Martial MUTTE, Covi Madze Kokou DECKON (communément appelé John DECKON) et Valéry JOUBAULT entre autres, ont été prises sans que je sois préalablement consulté.

Je n'ai jamais assisté à une réunion avec les autres membres figurant dans l'organigramme visible sur les sites seborga-gouv.org ou principauteseborga.info.

Jamais je n'ai été associé à l'idée de la création de banque dont le siège de surcroît a été domicilié sur mon terrain personnel et familial, adresse qui a été et est toujours spoliée.

Nous pouvons aussi constater que des sociétés ont également été domiciliées à l'adresse de ce terrain. Cette adresse est un terrain, qui en février 2016 était en friche sans aucun numéro attribué, en Italien Senza Numero Comunicato, d'où l'abréviation « SNC ». L'adresse actuelle contient toujours cette abréviation.

En plus j'ai pu relever que des actions menées en Afrique comme par exemple la création d'une Agence Séborgienne de Développement a son siège et est domiciliée à l'adresse de mon terrain sans autorisation.

De nombreuses fois j'ai demandé de retirer cette adresse des sites internet et de ne pas utiliser cette adresse dans les transactions, accords ou contrats. Je n'ai pas obtenu satisfaction et mes demandes sont restées sans suite.

Toutes ces actions ont été menées alors que je me trouvais dans une situation de santé très fragile, que je subissais une intervention chirurgicale à très haut risque. Actuellement je suis toujours en traitement lourd.

Je m'interroge aujourd'hui avec quels fonds les déplacements de ces hauts dignitaires ont été payés. Il serait peut-être de bon ton que la justice s'interroge et s'intéresse aux missions de représentations entreprises.

Mes sentiments envers Seborga ont toujours été sincères et honnêtes et le sont toujours.

Je ne souhaite en aucun cas offenser les séborgiens en continuant à soutenir une action dont les objectifs ne sont plus ceux qui avaient été fixés au départ.

C'est pourquoi je me désolidarise totalement des actions entreprises par cette organisation dont je me demande qui la finance.

Pour qui de droit.

Pour toute demande ou correspondance concernant cette affaire veuillez utiliser cette adresse mail : seborgajuridique@gmail.com.

Aucun renseignement ne sera communiqué par téléphone ou sms.